

L'ARRÊT ET L'ISSUE (1)...

Revenons à notre point de départ.

Le socialisme, disions-nous, subit incontestablement en ce moment un temps d'arrêt, et nous cherchions à l'expliquer.

Il avait commencé par une large promesse. Le temps était venu, disait-il, de reprendre aux accapareurs le sol, les usines, les chemins de fer, les maisons habitées, le capital entier, dont ils s'étaient emparés, non pour produire et faire vivre, mais pour encaisser tout ce que le réveil de la science et le développement des arts techniques permettaient à l'homme d'ajouter à sa force de production naturelle. Cette reprise était nécessaire pour réorganiser la production à l'avantage de tous; c'était une nécessité économique, sociale et morale en même temps. Et c'était possible: l'expropriation devait être l'œuvre du peuple dès la prochaine révolution.

En conséquence, le socialisme affirmait que la question économique primait toutes les autres; que la lutte des prolétaires contre la société actuelle devait s'engager sur ce terrain, et il faisait appel aux prolétaires du monde entier de s'unir sous la bannière du travailleur révolté, - *l'Internationale*. La grève, partielle d'abord, pour préparer la grève générale des travailleurs du monde entier, devint l'arme de combat de *l'Internationale*.

Mais bientôt il devint évident que le travailleur ne pouvait même pas se servir de cette arme, sans avoir contre lui l'État, - cette organisation puissante et malfaisante, par laquelle et sur laquelle la bourgeoisie avait fondé son pouvoir. Dans chaque grève, ou petite ou grande, en monarchie ou en république, le travailleur se trouvait en face de l'État, avec ses fonctionnaires, sa force de corruption, ses juges et ses prisons, ses baïonnettes et sa mitraille.

Force fut d'approfondir le rôle de l'État dans le conflit, d'engager la lutte, aussi bien contre l'État que contre le capital.

Là, deux courants se dessinèrent immédiatement au sein des socialistes. D'une part, les admirateurs de l'État, ceux qui croient encore à sa force bienfaisante, et pensent seulement que la bourgeoisie l'a fait dévier de sa vraie destination, - l'école des Jacobins du siècle derniers demandait «*la conquête des pouvoirs*». Entre leurs mains, l'État, tel quel, avec son système représentatif et sa législation unitaire, organiserait les rapports humains sur les bases de la fraternité et de l'égalité. Et, d'autre part les anarchistes qui, comprenant le rôle historique de l'État, affirmaient que la machine qui a servi dans l'histoire à constituer le pouvoir de la bourgeoisie, ne pouvait servir à la démolir; qu'une phase nouvelle économique demanderait une phase nouvelle dans les rapports politiques, - et qui concluaient à l'abolition de l'État, à sa dislocation, son émiettement, et à l'établissement de nouveaux rapports entre les hommes sur les bases de la libre entente.

Avec notre éducation chrétienne et romaine, avec la prédominance assurée aux idées bourgeoises jacobines par toute l'éducation du siècle, il était évident que l'idée de «*conquête de l'État*» devait avoir pour soi le grand nombre, même parmi les ouvriers. L'ouvrier subit, plus qu'il ne le pense, l'influence de l'idée bourgeoise du siècle et de son éducation. La masse ouvrière accepta donc la première direction, sans en prévoir, d'ailleurs, les conséquences inévitables.

Les conséquences ne se firent pas attendre.

Graduellement, l'idée de lutte lente et pacifique sur le terrain des luttes électorales, l'idée des demi-mesures (pour rendre la situation du travailleur moins pénible et pour faire «*l'éducation*» de l'ouvrier) vint se substituer à l'idée de lutte directe, pour déposséder le capital. Et, une fois sur cette pente, l'évolution du

(1) Voir le numéro 4.

socialisme vers le bourgeoisisme bienveillant était fatale. Aussi, l'idée de reprise de possession disparut de plus en plus, non seulement des programmes du parti du socialisme jacobin, mais aussi de ses écrits. Toute l'attention se porta vers ce qui pourrait mieux capter les voix de ceux qui ne sont pas socialistes, et moins effaroucher les bourgeois, pour amortir leur résistance lors des élections. Et on finit par parler, dans la littérature de cette école socialiste, de la condition de salarié comme de la chose la plus naturelle du monde: l'essentiel devint d'améliorer la position du salarié par la limitation des heures du travail, l'inspection hygiénique et la défense aux enfants de travailler dans l'usine, ou bien par des mesures qui permettraient à l'ouvrier d'être moins volé par les intermédiaires, lorsqu'il irait dépenser son salaire. Toujours son salaire!

Ainsi, après avoir commencé par tonner contre le salariat et promis son abolition, le socialiste jacobin dit déjà simplement à l'ouvrier: *«Salarié tu es, salarié tu resteras. Tâche de voir comment tu pourras le mieux utiliser ton salaire, et l'État prendra des mesures pour que ton salaire ne soit pas trop rogné par le capitaliste»*.

Socialiste et conservateur bourgeois ou foncier se retrouvent, ainsi, si près l'un de l'autre que la distance d'un cheveu à peine les sépare, et le travailleur les voit avec étonnement marcher la main dans la main aux urnes, s'unir dans une haine commune contre l'anarchiste, se complimenter, en discutant tout à fait amicalement des mesures d'ordre bourgeois: patriotisme dans l'armée, politique coloniale et le reste.

Est-ce là que devait aboutir *l'Internationale*?

Encore, si l'ouvrier avait fait aussi la même évolution à rebours? Mais, lui, ne l'a pas faite. Au contraire, il a immensément progressé dans son éducation sociale. L'idée d'expropriation a fait un chemin immense, même en Angleterre, où le dernier réveil du socialisme date à peine de 1881 ou 1885. - *«Qu'ils s'en aillent, nous n'en avons pas besoin!»* devient l'idée du travailleur anglais; et quant au travailleur français, ou au paysan italien, espagnol ou russe, leur opinion sur le propriétaire et le patron est depuis longtemps faite.

Les expédients en vogue ne satisfont nullement le travailleur. Il les accepte, quelquefois en protestant, mais il ne se passionne pas pour eux. C'est à peine s'il les désire, entrevoyant derrière ces expédients l'État qui ne donne rien pour rien, qui ne bouge pas s'il n'y voit un accroissement de ses pouvoirs. En vain cherche-t-il même des expédients qui entament tant soit peu le principe de la propriété. A part la loi Gladstone, d'après laquelle le juge fixe le prix du loyer de la terre en Irlande, et l'expérience Basly (*), il n'en trouve pas, - si ce n'est le pain gratuit, qui entame un ordre d'idées tout à fait nouveau et a une autre origine.

C'est pourquoi le travailleur devient de plus en plus indifférent au socialisme. Républicain en Allemagne, il renforce l'organisation républicaine de la démocratie socialiste, parce qu'il y voit un moyen de lutte politique. Mais c'est tout; car la démocratie socialiste prête fort peu d'attention au socialisme, compris comme l'expropriation de la classe possédante. Et, en Allemagne comme ailleurs, il est certain que le socialisme est entré dans une période d'arrêt tout à fait marqué dans son développement.

Que peut-il faire pour sortir de cette période de marasme? Voilà la question qui se débat aujourd'hui partout dans les rangs socialistes.

Un parti ne change pas de peau à volonté. Aussi est-il inévitable que la grande masse des meneurs du parti démocrate-socialiste devra se noyer peu à peu dans les rangs des bourgeois réformateurs. Mais la grande masse ouvrière ne les suivra pas. L'ouvrier ne se suicidera pas pour leur faire plaisir. Il est forcé de se lancer dans une nouvelle direction.

La grève générale, mise de plus en plus à l'ordre du jour par les événements mêmes, commence déjà à passionner un grand nombre de travailleurs. Mais le travailleur se demande aussi quel idéal politique va-t-il poursuivre? Le régime parlementaire a fait son temps. Il ne peut être rajeuni et infusé d'une vie nouvelle. Arme de la bourgeoisie, il doit mourir avec elle. Le parlement communal a aussi donné ses preuves. A qui inspire-t-il confiance? Passionner les masses pour une nouvelle édition des vieux clichés bourgeois, on peut certainement s'atteler à cette besogne, mais la chance d'y réussir est nulle. Il faut une idée nouvelle au socialisme. Et il ne la trouvera pas ailleurs que dans l'anarchie.

(*) Il s'agit sans doute, à l'issue de la grève de 1891 des mineurs d'Anzin (département du Nord), de l'établissement des *Conventions d'Arras*, unique ancêtre des conventions collectives jusqu'en 1914. Émile BASLY fut l'un des responsables du syndicat des mineurs d'Anzin, avant de virer intégralement en politique en devenant député de 1893 à 1924 et maire de Lens de 1900 à 1928. (Note A.M.).

Que les socialistes méditent bien la situation, ils verront bien eux-mêmes, s'ils savent déchirer les langes de leur éducation, qu'il ne leur reste rien que d'arborer franchement le drapeau si longtemps conspué de l'anarchie: de déclarer hautement qu'eux aussi travailleront à l'abolition de l'État, et que leur intelligence va travailler désormais à la recherche des formes de libre entente dans la société, - formes qui existent déjà sous forme de tendances et qui ne demandent que l'égalité économique, l'affranchissement de tous, la consommation par tous, et la production réorganisée en conséquence, pour donner libre essor à la libre entente sur les bases entrevues en partie par les anarchistes.

Le socialisme doit devenir anarchiste, ou se noyer dans le bourgeoisisme. Il n'a pas d'autre issue devant lui. Voilà l'enseignement des dernières vingt-cinq années.

Pierre KROPOTKINE.
